

# LA DÉPÊCHE

## COURRIER DU SOIR.

LIBERTÉ. ÉGALITÉ. FRATERNITÉ.

### Prix de l'abonnement :

Pour un mois.	1 50
Pour trois mois.	4 »
Pour six mois.	8 »
Pour un an.	16 »

### AVIS.

Tout ce qui concerne la rédaction et l'administration doit être adressé **FRANCO** à M. L. Chambelland, rédacteur en chef, au bureau du journal.

### RÉGENCE, RÉPUBLIQUE, LÉGITIMITÉ.

Ces trois principes peuvent s'exprimer par trois autres termes : chimère ! probabilité ! mystère !

On peut encore varier la légende et dire : impopularité ! engouement ! minorité !

Un gouvernement usurpateur, un pouvoir qui ne s'appuie ni sur la volonté nationale, ni sur la gloire et le bonheur du pays, ni sur les inébranlables fondements de la nécessité, s'effraie que l'on mette son origine et sa légalité en discussion ; il s'oppose de toute sa force, par les lois, par les baïonnettes et par la corruption, à tout ce qui peut éveiller le souvenir de son enfantement ; et de toutes les idées que la presse met en mouvement, ce sont les questions de principes qui l'inquiètent et le blessent davantage.

Tout au contraire, le champ reste libre à toutes les théories, à toutes les opinions, à tous les vœux, à toutes les manières de produire sa pensée sous un pouvoir qui ne couve ni projets d'usurpation ou de violence, ni arrière-complot de tyrannie ou d'oppression.

Avec lui, toutes les issues de la publicité sont dégagées et abordables, et l'écrivain qui ne viole pas ouvertement les lois de la pudeur et du respect public, ne doit redouter ni persécutions ni entraves.

N'eussions-nous gagné à la révolution qui vient de changer la face de la France, j'aurais dû dire de l'Europe, n'eussions-nous gagné que le seul bienfait de la liberté de la presse (et nous en jouissons, dieu merci, sans mesure !) pour ce bienfait immense, source de tous les autres, nous devrions déjà bénir la Providence et honorer les braves citoyens qui ont payé du tribut de leur sang cet inappréciable affranchissement.

Sous le régime de la *meilleure des Républiques* (Dieu veuille que non !), malheur au publiciste qui se serait hasardé à toucher du bec de sa plus fine plume à la question d'origine de la dynastie du 7 ou 9 août 1830. Nos seigneurs Thiers et Persil avaient vivement tranché cette matière à chicane dans le code où éclatent au grand jour leurs libéraux sentiments, et ces *septembriseurs* de nouvelle espèce, n'étaient guère plus débonnaires à l'endroit de la partie intellectuelle de l'homme, que leurs devanciers n'étaient compatissants et scrupuleux à l'égard de la partie matérielle et animale.

Il y a vingt-neuf jours que MM. Thiers, Persil et C<sup>e</sup> ne sont plus que des souvenirs, et depuis vingt-neuf jours précisément nous pouvons en France dire, imprimer et chanter tout ce que nous voulons, sans que pas un seul membre du gouvernement se juge offensé et réclame ni amende, ni emprisonnement en réparation de sa susceptibilité outragée.

Et pourtant quelques mécontents rêvent la régence ! Nous ne dirons pas à ces visionnaires qu'ils sont de mauvais citoyens ; il suffit de leur démontrer qu'en songeant à produire la régence, ils se sont lancés à la recherche de la pierre philosophale ou embarqués pour une excursion dans le globe lunaire.

D'abord, et c'est tout dire en un mot, personne en France ne veut d'une régence ; sur ce point la réprobation est universelle.

Ceux qui sentent mais qui ne raisonnent point, disent, la régence nous est odieuse, nous n'en voulons pas.

Les gens qui s'avisent de faire usage de la logique, exposent leurs arguments de la manière suivante.

Lorsqu'en 1830, Charles X eut abdiqué en faveur de son petit-fils, Louis-Philippe, nommé par l'ex-roi lieutenant-général du royaume, d'abord incertain et tiraillé en sens contraire par les sollicitations de la peur et de l'ambition, accepta la régence et reconnut Henri V pour son roi, témoin son exclamation aux commissaires dirigés par lui sur Rambouillet : « *Mais le duc de Bordeaux c'est votre roi !* »

La position s'étant plus nettement dessinée, Louis-Philippe mit la main avide sur la couronne, déclarant que la *Régence* était le pire des gouvernements, ou plutôt un gouvernement impossible ; et la Révolution de juillet fut escamotée au profit de la dynastie d'Orléans et des fripons qui s'associèrent à ces usurpateurs, pour confirmer la honte et la ruine de la France.

Et aujourd'hui que l'indignation unanime a chassé du pied toute cette race accablée des malédictions de tant de familles, on oserait nous proposer une régence ! une régence, bon Dieu !

Mais comment et pourquoi ce qui était impossible et dangereux en 1830 serait-il praticable en 1848 ? Si le duc de Bordeaux n'a pas convenu en 1830, je ne sais pourquoi le comte de Paris, qui se présente au même titre et dans de pareilles circonstances, pourrait être accueilli aujourd'hui.

Je dirai plus, c'est que le seul titre sur lequel les partisans de la régence appuient actuellement la candidature de leur fantôme, est précisément ce qui fait sa condamnation et celle de tout le règne qui vient de finir d'une façon si brusque et si burlesque. Car si l'ex-comte de Paris prétend remplacer son aïeul en vertu du droit de succession inscrit dans la charte de 1830, le droit d'hérédité du royal mineur de cette époque, n'était-il pas également stipulé dans la charte de 1814, dont la seconde n'est qu'une édition réformée ou plutôt déformée ?

Ou bien Louis-Philippe se déclare lui-même un insigne usurpateur, et dès lors qu'a-t-il à prétendre pour sa descendance ; ou bien, si la charte de 1814 n'avait aucune valeur en 1830, à quel propos et sous quel prétexte la charte de 1830 aurait-elle force de loi, après les événements de février et sous les faisceaux de la République ?

C'est une cruelle chose que la logique, un instrument très peu complaisant, très peu disciplinable ; elle ne rompt ni ne plie jamais, et elle blesse sans pitié les mains imprudentes qui la veulent torturer.

Si j'étais peintre, je représenterais la régence noyée, la tête en bas, par la logique ; la République portée par la France en triomphe, et la légitimité emportée dans les nuages.

L. CHAMBELLAND.

### Actes officiels.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant que l'augmentation des travaux nécessités par l'accroissement de l'effectif des gardes nationaux exige le changement du local où est placé l'état-major,

Décète :

Le siège de l'état-major de la garde nationale de Paris et de la banlieue sera transféré aux Tuileries, dans

les appartements du pavillon Marsan, jusqu'au guichet de l'Échelle.

Le maire de Paris est chargé de l'exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir au paiement des travaux de construction d'une salle provisoire destinée à la prochaine Assemblée nationale,

Décète :

Art. unique. Il est ouvert au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice de 1848, un crédit extraordinaire de deux cent cinquante mille francs, pour la construction d'une salle provisoire destinée à l'Assemblée nationale.

Le Gouvernement provisoire,

Considérant qu'il importe de pourvoir au paiement des travaux les plus urgents de conservation et d'entretien des bâtiments faisant partie de la dotation de l'ancienne Liste civile, lesquels font retour au domaine de la République et rentreront à l'avenir dans les attributions du ministre des travaux publics ;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert, au ministre des travaux publics, sur les fonds de l'exercice 1848, un crédit de 500,000 fr., pour la conservation et l'entretien des édifices ci-après :

- Palais du Louvre et sa galerie.
- Palais des Tuileries et son jardin.
- Palais national.
- Écuries du Carrousel.
- Écuries du Faubourg-du-Roule et de la rue Montaigne.
- Palais de l'Élysée.
- Hôtel et magasins du mobilier de la Liste civile.
- Monument religieux de la rue d'Anjou-Saint-Honoré.
- Manufacture des Gobelins.
- Palais de Versailles et de Trianon, leurs parcs et jardins.
- Eaux de Versailles et machine de Marly.
- Palais de Saint-Cloud et son parc.
- Palais de Meudon.
- Palais de Fontainebleau.
- Palais de Compiègne.
- Palais de Pau.
- Manufacture de porcelaines de Sèvres.
- Manufacture de tapisseries de Beauvais.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Les explications données par lord Normanby sur la réception faite à Londres aux membres de la famille déchue du trône n'ont point été données, comme on l'a dit, dans une dépêche de lord Palmerston, mais dans une conversation entre lord Normanby et M. le ministre des affaires étrangères de la République ; lord Normanby s'est servi dans cet entretien des termes textuels dont le ministre anglais s'était servi dans la chambre des communes. »

### Nouvelles étrangères.

#### ALLEMAGNE.

NOUVELLES DE BERLIN. — AMNISTIE.

La *Gazette universelle de Prusse* publie les ordonnances suivantes :

« Hier déjà j'ai déclaré que j'avais oublié et pardonné dans mon cœur.

« Pour que personne ne doute que j'embrasse tout mon peuple dans cet oubli, et parce que je ne veux pas que de douloureux retours vers le passé troublent l'aurore du nouvel et grand avenir qui se lève pour notre patrie, j'annonce par les présentes :

« Amnistie complète à tous ceux qui ont été accusés ou condamnés pour crimes et délits politiques ou pour crimes et délits de presse.

« Mon ministre de la justice, Uden, est chargé de l'exécution de la présente amnistie.

« Berlin, 20 mars.

« FRÉDÉRIC-GUILLAUME. »

Dès la soirée du 19, la garde civique improvisée s'est rendue au château, escortée d'une multitude immense. On a crié : *Vive le roi !* Le soir toute la ville a été illuminée.

Les étudiants ont été également armés. Dans toutes les rues sont déposés des tronc pour recevoir les offrandes en faveur des victimes des 16, 17, 18 et 19 mars.

« S. M. le roi ayant, conformément aux désirs manifestés par les habitants de Berlin, agréé l'armement des citoyens, les mesures suivantes ont été prises provisoirement par les soussignés délégués à cet effet.

« 1° Il sera organisé une garde civique ;

« 2° Tous les citoyens sont appelés à y prendre part ;

« 3° Les frais de l'armement sont à la charge de l'État ;

« 4° La corporation des arquebusiers est immédiatement convoquée ; un certain nombre de citoyens sera également armé sur-le-champ.

« Berlin, le 19 mars. »

Tous les Polonais condamnés à la suite du dernier procès ont été mis immédiatement en liberté.

Ils se sont rendus au château. C'était un cortège triomphal. Les chevaux de la voiture dans laquelle se trouvait leur chef, Mieroslawski, ont été dételés. Mieroslawski, debout, agitant la bannière allemande, rouge et noire.

Le roi a paru au balcon et a salué les Polonais.

Grâce au télégraphe, l'ordre de mettre en liberté les détenus politiques, et d'organiser la garde civique est déjà arrivé dans toutes les villes de la Prusse. Il a été immédiatement exécuté.

GRAND DUCHÉ DE BADE. Nous apprenons qu'un corps de Badois est allé acheter un grand nombre de fusils en Suisse.

## HARAS.

### REMONTE DE LA CAVALERIE.

Les peuples du nord ne nous font point la guerre ; mais leur mauvais vouloir éclate en toutes choses. L'impôt qui vient d'être mis sur les chevaux à leur sortie des états de l'Allemagne, et qui équivaut à une prohibition, est une mesure fort grave et qui compromet d'une manière sérieuse l'avenir de notre cavalerie.

C'est d'outre-Rhin que provenaient presque tous les chevaux employés à la remonte de nos régiments. La France n'est pas en mesure de fournir, même à haut prix, le quart des chevaux nécessaires aux besoins de l'armée. L'Irlande seule pourrait venir à notre aide, si l'agitation du pays et la jalousie de l'Angleterre n'y mettaient pas obstacle ; et cette ressource serait encore loin d'être suffisante.

Par surcroît de malheur, le peu de chevaux que nous possédons n'est point propre au service de la cavalerie ; et les sommes énormes que le gouvernement alloue chaque année pour l'entretien des haras, se dilapident en pure perte et sans la plus légère amélioration dans l'état de la race chevaline.

Nous n'avons voulu aujourd'hui que signaler cette grave question à l'attention du gouvernement et du public ; nous nous proposons de traiter incessamment cette importante affaire avec toute l'étendue et toute la réflexion que mérite un sujet auquel se rattachent les plus puissants intérêts de l'agriculture, et tout l'espoir de notre cavalerie.

## Nouvelles diverses.

— Hier, un brave citoyen nommé Bernard, tailleur à Montrouge, rue de Châtillon, 4, est venu offrir au Gouvernement provisoire le fusil du comte de Paris, qui avait été trouvé à Paris. Le travail en est très délicat et de fort bon goût. Le fusil est en argent massif. On en avait offert 2,000 fr. au citoyen Bernard ; il a préféré le déposer à l'Hôtel-de-Ville comme un souvenir de la victoire du peuple. Le Gouvernement provisoire a vu avec un vif plaisir cet acte de probité et de désintéressement.

— La réunion des élèves Orphéonistes de la ville de Paris, qui doit avoir lieu le dimanche, 26 mars courant, au Cirque olympique des Champs-Élysées, au profit des blessés de février, des ouvrières sans travail, des jeunes garçons apprentis, et des jeunes filles abandonnées, commencera à 2 heures précises.

Les portes d'entrée seront ouvertes à une heure.

MM. les membres du Gouvernement provisoire assisteront à cette réunion patriotique et scolaire.

— Un commis à cheval des contributions indirectes de Vierzon-Ville, qui désire garder l'anonymat, envoie au Gouvernement un mandat fin mai prochain, de 147 fr. 45 c., montant du douzième de ses appointements, afin de venir en aide à la République, dans la crise financière actuelle.

— Les citoyens Dacheux, sergent-major de la garde nationale, et Lamarre, greffier de paix, ont déposé, entre les mains du Gouver-

nement provisoire, la somme de 312 fr. 70 c., produit d'une collecte faite dans la commune de Montfort-l'Amaury.

— Le citoyen Durand-Gervais, garçon de recette, rue Saint-Pierre-Popincourt, 4, adresse au Gouvernement provisoire la lettre suivante, qui est accompagnée de deux boîtes de montre en argent et d'un joujou d'enfant en même métal :

« Citoyens, l'heure de la liberté étant sonnée, je n'ai plus besoin de montre ; et depuis qu'il est permis de chanter librement les *Girondins*, la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, mes enfants n'ont plus besoin de joujou.

« Persuadé, citoyens, que la République ne refusera point l'obole du pauvre, je viens déposer gratuitement sur l'autel de la Patrie ces faibles valeurs qui n'ont de prix à mes yeux que par l'usage que j'en fais, je désire donc bien sincèrement que chaque membre de la société s'empresse d'imiter, selon l'étendue de ses moyens, cet exemple, donné par un ami sincère de vos institutions républicaines ; car je suis pleinement convaincu qu'un Gouvernement qui prend pour devise : *Liberté, Égalité, Fraternité*, est le seul qui puisse faire le bonheur de la France et plus tard du monde entier. »

— Le citoyen Genevay est nommé chef de l'administration au Luxembourg.

— Les Francs-Maçons de la loge des émules d'Hiram ont déposé, entre les mains du Gouvernement provisoire, une somme de 200 fr., à titre de don patriotique.

— Les ouvriers de la maison Bonhour ont apporté 100 fr., produit d'une collecte faite entre eux, pour subvenir aux besoins de la République.

— Les ouvriers en papier peint de la fabrique du citoyen Delicourt, offrent, à titre de don patriotique, une somme de 468 fr. 75 cent.

— A tout moment quelque trait qui honore le peuple, dont l'héroïsme est encore agrandi par son désintéressement après la victoire, parvient à notre connaissance. Nous ne laisserons point passer celui-ci sous silence, il fait trop d'honneur à un brave général et il a eu trop d'importance sur l'issue des événements.

Le 24, M. le général Bedeau, voyant l'attitude du peuple, était indécis, lorsqu'ayant avisé un officier supérieur en retraite qui dirigeait une colonne de citoyens marchant en bon ordre, il le consulta sur le parti qu'il devait prendre. *Faites retirer vos troupes, mon général*, lui dit l'officier, *je réponds des braves citoyens qui me suivent.*

Le général suit le conseil de ce brave militaire ; les cris de *Vive la réforme ! vive le général Bedeau !* sont poussés par la colonne qui continue sa marche sur la Chambre des députés, où s'improvise le Gouvernement provisoire.

Que de sang épargné par cette retraite ! L'officier qui suggéra cette heureuse mesure est un chef de bataillon du 35<sup>e</sup> de ligne, nommé Bonnet, vieux soldat de l'Empire.

— La *Gazette des Tribunaux* a publié, d'après le *Moniteur*, un rapport adressé par M. Boucly, ancien procureur du roi, à M. Hébert, garde des sceaux, relativement aux soustractions de manuscrits et livres précieux imputées à M. Libri. Une note insérée aujourd'hui dans le *Moniteur* déclare que ce rapport judiciaire n'a pas été tiré des archives du ministère des affaires étrangères, et qu'il n'est sorti de ce ministère aucun document pour être livré à la publicité.

Il est certain en effet que ce document n'a jamais fait partie des archives du ministère des affaires étrangères. Il paraît que cette pièce, communiquée par M. Hébert à M. Guizot, a été, au moment où la foule s'est introduite dans l'hôtel du boulevard des Capucines, trouvée dans le cabinet de l'ex-président du conseil, et que c'est par le citoyen qui s'en est alors emparé qu'elle a été communiquée au *Moniteur*.

Quoi qu'il en soit, dès que le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, M. Landrin, a eu connaissance des inculpations qui pesaient contre M. Libri, il a requis qu'il fut procédé à une information qui a été confiée à M. Hatton, juge d'instruction. On assure que les deux magistrats ont opéré aujourd'hui une perquisition d'abord dans le logement occupé à la Sorbonne par M. Libri, et ensuite chez une personne inculpée dans la poursuite comme complice de la spoliation de nos bibliothèques. M. Libri a, dit-on, quitté Paris depuis quinze jours, après avoir fait enlever sa bibliothèque. Toutefois, on prétend que la perquisition a amené la saisie de pièces qui prouvent les soustractions imputées à M. Libri, et qui donnent l'espoir de retrouver la plupart des manuscrits détournés.

On ajoute que M. Hatton, juge d'instruction, a ensuite décerné de nombreuses commissions rogatoires qui ont été expédiées particulièrement à Montpellier, à Carpentras, à Troyes, à Auxerre, à Poitiers, à Grenoble, à Lyon. Plusieurs témoins ont en même temps été appelés dans le cabinet du juge, qui a recueilli les déclarations de MM. Techener fils, libraire ; Carteron, employé aux archives du royaume ; Tripiet, garde des archives de l'ancienne liste civile ; Tilliard, libraire ; Lacabane, employé de la Bibliothèque nationale ; Chauchard, sous-bibliothécaire du ministère de l'instruction publique ; Scott, marchand d'estampes ; Moreau, restaurateur de livres ; Simonin, réparateur et laveur de livres et gravures.

D'autres témoins, au nombre desquels figure le chef du service de sûreté, M. Allard, sont assignés pour être entendus demain.

M. Libri, contre lequel un mandat d'amener avait été décerné, est débarqué en Angleterre par Folkestone.

— Le tribunal correctionnel de Paris, sixième chambre, sous la présidence de M. Lepelletier d'Aulnay, a rendu son jugement sur le procès intenté à l'administration du chemin de fer du Nord, à propos de l'accident arrivé le 16 octobre 1847. M. Emile Pereire, directeur de cette administration, était cité comme civilement responsable.

— Les sieurs Ledoux, aiguilleur, Aubin, chef de gare, et Petiet, ingénieur, ont été renvoyés des fins de la plainte ; quant à Comby, mécanicien, le tribunal l'a condamné à deux mois de prison et 100 fr. d'amende, et déclare Pereire civilement responsable.

— La police de sûreté, dont le personnel actif a été presque triplé

depuis quelques jours, a saisi un grand nombre de fusils, de pistolets et d'autres armes de guerre que leurs détenteurs s'étaient procurés dans les journées des 23 et 24 février, et qu'ils négligeaient de reporter dans leurs mairies respectives.

Ces agents ont également arrêté sur la voie publique, dans les promenades et sur les boulevards, des individus qui tiennent des jeux de hasard, et dont la frauduleuse industrie a pour but d'enlever aux ouvriers, au moyen de cartes préparées ou de dés pipés, le peu d'argent qu'ils possèdent, et dont leurs familles ont un si grand besoin.

— On lit dans la *Réforme* : Nous avons dit à diverses reprises que les Anglais allaient nous revendre l'argent exporté par nos alarmistes.

On lit dans l'article de la *Cité* du *London-Telegraph* du 20 mars : « Il a été acheté à la Banque plusieurs parties d'argent pour être expédiées en France. Le montant intégral est de 360,000 liv. st. (9 millions de francs).

« On croit que l'on tâchera de s'assurer encore un million de dollars (5 millions de francs) apportés par le *Carysford* et la *Calypso*. Il a été fait des demandes qui continueront pour les marchés de Hollande et de Belgique. »

— M. Ledru-Rollin, malgré ses nombreuses occupations politiques, a voulu présider le comité chargé d'examiner la question si importante du transport aux Tuileries de la Bibliothèque nationale, et de la réunion au Louvre de tous nos musées, aujourd'hui si dispersés. Le citoyen ministre de l'intérieur a vu là un vaste projet, capable de frapper vivement les esprits, et des fonds seront demandés prochainement à l'Assemblée constituante pour sa réalisation.

— Il vient d'être établi au ministère de l'intérieur un poste de garde nationale mobile pour y faire le service de nuit et alléger ainsi les gardes nationaux.

— Le général Changarnier, qui a rempli les fonctions de gouverneur général de l'Algérie par intérim au moment du départ des princes et jusqu'à l'arrivée du général Cavaignac, vient d'arriver à Paris.

— Le citoyen Charles Pétard, propriétaire de la maison du mas-sacre de 1834, rue Transnonain, 12, vient de faire remettre à chacun de ses locataires qui ont participé tous aux derniers événements, la quittance de leur terme d'avril.

— Les charpentiers ont commencé hier à dresser la charpente de la grande salle de l'Assemblée nationale, dans la cour du Palais-Bourbon.

— La Banque de France est en mesure d'émettre, d'ici à deux jours, des billets de 100 francs dans une quantité suffisante aux besoins, et, peu de jours après, des coupures inférieures, ce qui donnera une grande facilité à la circulation.

C'est par erreur que nous avons inséré dans notre numéro d'hier un article ayant trait à la mesure prise sur la retenue à opérer sur le net des valeurs remises à l'escompte du comptoir national. Nos lecteurs sont donc priés de le considérer comme nul.

### Bulletin de la Bourse de Paris du 23 Mars.

FONDS FRANÇAIS.	4 <sup>e</sup> C.	Pl. h.	Pl. b.	Dernier.
Trois 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Trois 0/0 1844, comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Trois 0/0 (nouvel emprunt).....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	50 50	50	50	50 50
Quatre 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
Quatre 4/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
Cinq 0/0 comptant.....	50 50	50	50	50 50
— fin courant.....	71 25	71	71	72 75

### CHEMINS DE FER.

Saint-Germain, act. 500 f....	350	Orléans à Bordeaux, act. 500f.	» »
— Oblig., 1840, j. juillet....	» »	Nord, act. 500 f.....	340
— — 1840, —.....	» »	Montereau à Troyes, act. 500	» »
Versailles, rive dr., act. 500 f.	425	Paris à Lyon, act. 500 f....	302 50
— Oblig., 4000 f., j. juillet..	» »	Paris à Strasbourg, act. 500 f.	342 50
— — 1050 f. —.....	» »	Tours à Nantes, act. 500 f....	344 25
Versailles, rive g., act. 500 f.	417 50	Dieppe et Fécamp, act. 500 f.	» »
Paris à Orléans, act. 500 f....	695	Bordeaux à la Teste, act. ....	» »
— Oblig., 4 0/0, j. juillet....	» »	Paris à Sceaux, act. 500 f....	» »
Paris à Rouen, act. 500 f....	425	Montpellier à Cette, act. 500f.	» »
— Oblig., 4 0/0 j. juillet....	» »	Grand Combe.....	» »
Rouen au Havre, act. 500 f....	222 50	Andrézieux à Roanne.....	» »
— Oblig., 1050 f., j. sept....	» »	Charleroy à la front. de France	» »
Marseille à Avignon, act. 500	275	Anvers à Gand.....	» »
Strasbourg à Bâle, act. 500 f.	87 50	Mulhouse à Thann.....	» »
Orléans à Vierzon, act. 500 f.	» »	St-Etienne à Lyon, act. 5000	» »
Boulogne à Amiens, act. 500 f.	» »	Lyon à Avignon.....	» »

### BANQUES, CAISSES, CANAUX.

Banque de France.....	1650	Comptoir H. Ganneron.....	» »
Bons du Trésor.....	30	Caisse Bandon.....	» »
Ville de Paris, rente 5 0/0....	» »	Caisse hypothécaire.....	» »
— Obligations de 1000 f....	4015	— Obligat. de 500 f. à 4 0/0.	» »
Banque de Belgique, 1835....	» »	Quatre Canaux.....	» »
— — 1841....	» »	Trois Canaux.....	» »
Banque d'Alger.....	» »	Canal de Bourgogne.....	» »
Caisse Guin, act. 1000 f....	» »	Canal de Sambre à l'Oise....	» »

## EAU BROCCHERI

Guérison subite, sans aucune opération chirurgicale, des brûlures, coupures, contusions et blessures.

Un dépôt se trouve dans chaque abattoir de la ville de Paris, et chez M. BROCCHERI, rue Louis-le-Grand, 25.

SIRRASSE, gérant.

Imprimerie de GUSTAVE GRATIOT, 11, rue de la Monnaie.